

« COMPRENEZ NOTRE DÉCEPTION »

Billy Kalonji (Comraf) a été à l'origine de la consultation mise en place par le MRAC en direction des diasporas africaines. Il explique le processus, qui a été suspendu un an avant la réouverture du musée et dont l'avenir est incertain.

Interview par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

La consultation des diasporas africaines de Belgique mise en place par le Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) dans le cadre de sa rénovation, qui à partir de 2014 s'est principalement articulée avec un « groupe des six experts de la diaspora » (G6) (1), trouve son origine dans une institutionnalisation plus ancienne de rapports entre le musée et des associations africaines. Celle-ci avait commencé en 2004, à travers la création du *Comraf* (Comité de concertation MRAC - Associations africaines). Billy Kalonji en a été un de ses initiateurs et est son président actuel. Il nous retrace le chemin parcouru, ses réalisations, ses frustrations et ses attentes, depuis les premiers contacts initiaux jusqu'à la période actuelle de rupture des relations.

Ensemble ! : Qu'est-ce qui motivait votre demande initiale d'être associé à l'évolution du musée et comment cela a-t-il fonctionné ?

Billy Kalonji (Comraf) : Fin des années 1990, un regroupement d'associations africaines (*Afrikaans Platform*) avait été créé à Anvers, dans le contexte où, à partir de 1991, il y avait eu une montée du *Vlaams Blok* et une poussée du racisme. A cette époque, nous nous sommes posés des questions sur l'origine du racisme

« Si ce musée restait en l'état, la Belgique était partie pour encore un siècle de négrophobie. »

que nous subissions. Nous avons découvert qu'il était lié au passé colonial et qu'il y avait deux institutions qui structuraient l'image des Africains dans la population belge : le zoo d'Anvers et le Musée de Tervuren, l'une et l'autre massivement fréquentées par les enfants en âge scolaire. Nous sommes donc allés visiter le musée de Tervuren. Nous avons posé un constat sans appel : si ce musée restait en l'état, la Belgique était partie pour encore un siècle de négrophobie. Nous avons interpellé à ce propos le Directeur du musée de l'époque, M. Dirk Thys van Audenaerde, mais il n'a rien voulu entendre. Peu après, le contexte a changé. En 2001, un nouveau directeur était nommé au musée, Guido



Gryseels, et nous avons très rapidement pris contact avec lui. Il s'est montré plus ouvert et nous sommes convenus de créer un groupe consultatif de représentants de la diaspora africaine de Belgique afin de lui remettre des avis sur le musée. Cela a donné lieu à la création, en novembre 2004, du *Comité de concertation MRAC - Associations africaines* (Comraf). Un appel a été lancé à travers la Belgique à toutes les associations africaines intéressées. Une cinquantaine d'associations y ont répondu. Celles-ci ont désigné douze membres pour faire partie du Comraf, auquel le directeur du musée a adjoint cinq autres membres issus du musée. Pendant plusieurs années, nous avons également organisé des événements culturels (*Africa Tervuren*) en direction des communautés

africaines de Belgique, en y drainant un large public, qui jusque-là boudait l'institution. C'était une attente du musée, qui nous demandait de « faire la preuve » de notre représentativité. Nous avons également participé pendant plus de huit ans au réseau européen *Read-Me* (Réseau européen des associations de diasporas et musées ethnographiques). Nous avons ainsi circulé en Europe pendant plus de huit ans pour « vendre » le Musée de Tervuren comme un modèle de collaboration avec la diaspora. Nous l'avons fait parce que nous y avons cru. Chaque fois que le directeur du musée présentait publiquement le MRAC, il mettait en avant cette collaboration.

B. Kalonji (Comraf) :
« Notre collaboration avec le musée est au point mort. »

⇒ Le Comraf se réunissait une fois par mois. En 2012, le projet de rénovation allant de l'avant, il est apparu que ce rythme et cette façon de travailler ne nous permettait pas vraiment de participer au processus. Un week-end de réflexion entre le musée et les associations a été organisé en juin 2014. De là est sortie l'idée que le Comraf désigne une équipe de six experts susceptibles de donner des avis sur l'évolution du processus de rénovation dans le cadre d'une participation plus régulière.

Les associations de la diaspora et le Comraf avaient-ils élaboré un cahier de revendications détaillées par rapport au contenu de la nouvelle exposition permanente du musée ?

Une erreur grave s'est produite. Lors de ce week-end de réflexion de juin 2014, nous avons décidé d'organiser, préalablement au lancement du groupe d'experts de la diaspora, des « Assises du musée » où nous inviterions pendant trois ou quatre jours des experts internationaux, choisis en concertation entre nous-mêmes et le musée, pour qu'ils nous donnent leur point de vue sur ce qu'ils attendaient de la nouvelle exposition permanente. C'était prévu dans notre programme de travail, mais, finalement, le musée n'a pas donné suite à cette proposition. On nous a fait comprendre que le proces-

« Nous avons circulé en Europe pendant pendant plus de huit ans pour "vendre" le Musée de Tervuren comme un modèle de collaboration avec la diaspora. »

sus de rénovation était déjà lancé et que la mission du groupe des six experts était de participer au processus tel qu'il était initié. Il a donc dû travailler sans pouvoir s'appuyer sur les conclusions d'une réflexion structurée de ce type.

Comment se sont poursuivies les relations du Comraf et du musée ?

Le *Groupe des six* a participé à de nombreuses réunions consultatives (2). Petit à petit, le doute s'est installé concernant le résultat de ces consultations. Parallèlement, nous nous sommes également posé la question de la place institutionnelle donnée à la diaspora à l'intérieur du musée au-delà de la période de rénovation. Il était en effet prévu que le Comraf passe alors le relais à une autre forme de structure, à définir. En septembre 2017, nous avons tenu une réunion avec environ quarante personnes ressources des communautés africaines de Belgique pour élaborer une proposition concernant l'avenir de la représentation de la diaspora à Tervuren. Le 13 novembre 2017, treize ans après la création du Comraf, nous avons transmis au directeur du musée un document qui formalisait cette proposition. Nous demandions une représentation non plus seulement consultative, mais au sein des organes de décision du musée. Nous demandions également et surtout d'être physiquement présents au quotidien dans

les bâtiments du musée, d'y avoir un bureau ouvert au public, etc. Cette proposition a constitué un choc pour le directeur, qui estimait ne pas pouvoir y donner suite et qui nous a adressé, le 8 décembre 2017, une lettre de réponse inacceptable. Le directeur nous indiquait notamment que si les conditions de poursuite de la collaboration ne nous convenaient pas, il pourrait se tourner vers d'autres interlocuteurs africains. Comprenez notre déception. Vu tout ce que nous avons fait depuis seize ans dans et pour le musée nous ne pouvions pas accepter, ni par rapport à nous-mêmes ni par rapport à tous les Africains dont nous représentions les intérêts moraux, de recevoir un courrier de cette nature. Nous avons décidé, au sein du Comraf et au sein du groupe des six experts, de suspendre immédiatement notre collaboration avec le musée. Pendant un an, et donc jusqu'au 13 novembre 2018, nous n'avons plus eu de collaboration officielle avec le MRAC. Nous n'avons donc en rien participé à la finalisation de l'exposition permanente.

Le 18 octobre 2018, nous avons rencontré le directeur du musée lors d'un colloque organisé par l'Asbl Bamko et le parlement bruxellois francophone sur la restitution des biens culturels africains. Le directeur

du musée, qui intervenait lors de cette séance, a été sérieusement pris à partie. C'est seulement alors qu'il a repris contact avec nous pour évoquer le déroulement de l'inauguration du musée, prévue début décembre. Nous avons mis plusieurs conditions à notre participation. Tout d'abord, que le directeur s'excuse devant les associations pour sa lettre inacceptable de décembre 2017. Ensuite, qu'un acte symbolique soit posé avant l'inauguration par le musée en y associant le Comraf, à savoir le

placement, sur le site du musée, d'une plaque commémorant les sept Congolais qui y étaient morts en 1897 après y avoir été exposés dans le zoo humain qui y avait été implanté. Ces excuses et cette commémoration ont été faites le 1^{er} décembre. Nous avons dès lors été présents à l'inauguration officielle du musée, le 8 décembre 2018. Depuis, je ne suis plus retourné au musée. Nous sommes toujours dans l'attente qu'il donne une suite aux propositions que nous lui avons transmises par rapport à l'avenir de notre collaboration. L'inauguration officielle a eu lieu, mais nous estimons qu'en tant qu'Africains nous n'avons pas encore ouvert notre musée. Nous le ferons. Nous avons accepté les excuses du directeur, mais il faut maintenant aller au-delà. Pour rompre réellement avec l'optique coloniale, le musée doit s'appuyer sur la collaboration avec la diaspora. Il n'y arrivera pas sans faire appel à des connaissances qui lui sont extérieures. Le musée ne changera pas sans nous : « Tout ce qui se fait pour nous sans nous, se fait contre nous. » Actuellement notre collaboration avec le musée est au point mort. Nous souhaitons que la direction du musée prenne en considération nos demandes de la poursuivre. Le travail qui reste à réaliser est immense. □

(1) Voir interview de Gratia Pungu en p. 32

(2) Ibid.